

## On ne transige pas avec les Talibans

Dès l'annonce de la chute du régime afghan, les élu.es de Gauche du Finistère ont appelé à accueillir les réfugiés menacés par les Talibans.

« **F**ace aux injustices et à l'obscurantisme, notre ville fera valoir sa tradition humaniste, d'entraide et de solidarité.

Brest continuera à participer à l'accueil des réfugiés en France», annonçait François Cuillandre.

« C'est leur liberté à tous, particulièrement aux femmes, et leur vie pour certains, qui sont en jeu sur le tarmac de l'aéroport de Kaboul», confirmait son homologue de Quimper, Isabelle Assih.

« La Ville de Quimper sera présente pour accueillir ces enfants, ces hommes et ces femmes. En responsabilité et avec humanité.»

Même volonté de faire vivre la tradition d'accueil de notre région du côté de Morlaix : « La Bretagne est une terre d'asile pour ceux qui fuient l'obscurantisme, la violence et la mort. Morlaix et sa communauté d'agglomération prendront leur part à cet accueil», a rappelé Jean-Paul Vermot. « Nous avons, il y a vingt ans, chassé les Talibans du pouvoir pour leur laisser aujourd'hui le champ libre. Cet abandon nous engage vis-à-vis de ceux qui menacent le nouveau régime afghan.»

C'est précisément ce que rappellent les députés européens socialistes : « Cet échec collectif constitue aussi une menace pour l'ensemble des démocraties, avec la possibilité d'un renforcement à terme du terrorisme international.



Solidaires avec le peuple afghan

L'Afghanistan sera le révélateur de la capacité de l'Union européenne à avoir une politique d'asile coordonnée sur laquelle il n'est plus possible de faire l'impasse. Plutôt que faire craindre des "flux migratoires irréguliers importants", l'Union européenne doit veiller à l'accès à la demande d'asile et aux programmes de réinstallation, offrir une protection à celles et ceux qui sont déjà sur le territoire européen et maintenir la suspension des procédures de retour.

L'urgence reste le vaste pont humanitaire pour évacuer les ressortissants européens ainsi que toutes les Afghanes et Afghans qui ont travaillé avec les forces militaires, les différents organismes multilatéraux et les ONG qui sont en danger parce qu'ils nous ont apporté une aide».

« Le Président parle de "flux irréguliers", consistant à dire qu'il "faut s'en protéger". Le droit d'asile étant dans la déclaration des Droits de l'Homme, le Président a adopté une posture pour le moins incompréhensible et problématique», a dénoncé Yohann Nédélec. Le Premier secrétaire fédéral a, au nom des socialistes du Finistère, participé au rassemblement organisé par la Ligue des Droits de l'Homme à Brest. La Fédération s'associera à nouveau à toutes les initiatives visant à soutenir le peuple afghan contre l'obscurantisme des Talibans.

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 26/08/2021

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Virus

Depuis le début de la crise sanitaire, les antisémites ont bien compris qu'ils pouvaient profiter du virus Covid-19 pour recruter de nouveaux adeptes. C'est une constante dans l'histoire de cette idéologie : à chaque fois que nous sommes confrontés à une épidémie ou à n'importe quel phénomène difficile à expliquer, il suffit d'accuser les Juifs. Au Moyen-Âge, ils pouvaient le faire explicitement, aujourd'hui, compte tenu de la législation, il est plus prudent de procéder par allusions, en brandissant, par exemple, des pancartes portant simplement la question « Qui? ». Mais la démarche reste malheureusement toujours la même : désigner des bouc-émissaires.

Cette propagande doit être fermement dénoncée et celles et ceux qui la propagent sévèrement punis, afin de contenir le virus de l'antisémitisme et empêcher qu'il ne se répande.

PS29

# Le poison du mensonge

**« S'efforcer de décrédibiliser son adversaire en nourrissant le climat de suspicion généralisé contre les élus est non seulement malhonnête, mais c'est un comble pour un homme politique qui prétend lutter contre le populisme ! » À l'issue de la session du Conseil départemental, qui s'est tenue le 26 juillet, Nathalie Sarrabezolles a vivement dénoncé les méthodes utilisées par le nouveau président du Conseil départemental.**



Cette rhétorique alimente le populisme

En effet, plutôt que d'instaurer un débat démocratique basé sur le développement d'arguments politiques, Maël de Calan a, de nouveau, utilisé un outil de communication simple, efficace et dangereux : la falsification par l'exagération.

Sur quoi repose la rhétorique de Monsieur de Calan ? En partie sur un sujet qui peut paraître anecdotique dans le budget et les missions du Conseil départemental : les moyens d'exercice des mandats. En procédant de la sorte, il vise surtout à exploiter le soupçon, le climat délétère contre les élus, tout en semblant résumer la politique départementale de la Gauche à cette question.

**« Maël de Calan a, de nouveau, utilisé un outil de communication simple, efficace et dangereux : la falsification par l'exagération. »**

Il est de notoriété publique, et facile à prouver, que la Gauche, arrivée au pouvoir en 1998 au Conseil général, a notablement changé les habitudes des élus et réduit le train de vie de la collectivité. La sobriété était de mise et cela a été le cas jusqu'en juin dernier.

Pourquoi alors exagérer la réalité des

moyens d'exercice des élus alors qu'il suffisait de les exposer dans leur vérité ? Tout simplement pour tenter de nous décrédibiliser et de nous affaiblir. Nous avons tous entendu l'adage : **« Exagérer n'est pas mentir »**. Nous savons toutes et tous qu'il est faux : exagérer c'est bien mentir. À l'instar de certains modèles populistes, Monsieur de Calan crée des « faits alternatifs » en partant de la vérité qu'il déforme. La vérité est que sur les plus de 1 000 véhicules du Conseil départemental, il y en a 5 réservés aux 5 agents, sur 3 800, qui se consacrent aux missions d'accompagnement des élus, de transmission de divers documents et autres courses, etc., des missions de service public au même titre que les autres missions support ou ressource.

Mark Twain écrivait : **« Le mensonge a le temps de faire le tour de la Terre avant que la vérité ne mette ses chaussures »**. Une manière de dire que même la vérité ne suffit pas à effacer un mensonge. C'est le ressort de la rumeur et de la diffamation. Il en est de même pour un mensonge par exagération. Pire, un mensonge qui contient une part de vérité (il y a en effet des moyens d'action dévolus à l'exercice des mandats), est très ardu à combattre. C'est cette logique que Monsieur de Calan met en œuvre. Pour quelle raison ? Assurément pour jeter le discrédit et le doute sur la probité des élus de l'ancienne majorité.

Il a réitéré cette intention sur un deuxième axe lors de la dernière séance plénière, en remettant en cause la sincérité des budgets du Conseil départemental. C'est une habitude bien rodée lors des alternances politiques. Objectif double : d'abord mettre en doute la sincérité des équipes précédentes et, ensuite, il faut bien le dire, préparer le terrain pour pouvoir leur imputer l'impossibilité de la nouvelle majorité à mettre en place les promesses électorales. Un audit est commandé. Pourquoi pas ? Mais il faut savoir que des contrôles nombreux existent déjà concernant les budgets des collectivités. Le compte de gestion du payeur départemental accompagné de ses commentaires, déjà, est produit chaque année. Le Département fait, en outre, régulièrement l'objet de contrôles de la chambre régionale des comptes. Il serait également possible de continuer ce que nous avons mis en place : mener une évaluation présidée par une personne extérieure et associant l'opposition aux travaux afin que l'analyse

contradictoire, la seule qui vaille, soit réalisée. Un audit commandé à un cabinet, chacun le sait, c'est simplement la commande unilatérale d'une équipe en place à un prestataire de service qui doit satisfaire son client et ses objectifs de résultats partisans. Corroborant cet aspect purement politicien et communicationnel, cette annonce d'audit s'est d'ailleurs accompagnée d'un vote par la Droite finistérienne du compte administratif lors de la dernière séance plénière. S'il y a le moindre doute sur la sincérité des comptes qui sont présentés, au mieux, on s'abstient, mais on ne les approuve pas. Nous en sommes donc arrivés à cet étrange paradoxe : la Droite précise en séance que les finances sont bonnes, approuve les comptes, mais commande un audit.

**« Ce n'est pas à ses adversaires que Monsieur de Calan porte un coup, c'est à la démocratie. »**

Faire vivre la démocratie, c'est faire vivre le désaccord et, soit trouver le meilleur compromis, soit trancher par la majorité, sur des sujets de fond. Argument contre argument et appel au verdict des urnes pour départager les projets. Il existe bien des désaccords de fond, entre la majorité de Monsieur de Calan et la précédente majorité de Gauche. Ils suffisent à nourrir utilement le débat de société sur le chemin que nous souhaitons collectivement prendre dans les années à venir, pour faire face aux enjeux majeurs qui sont devant nous.

Le mensonge fausse ce débat et altère la démocratie. À une époque de grande incertitude, où la cohésion est en péril, il est dangereux de jouer avec le feu de cette manière. Le respect des citoyennes et des citoyens, c'est le respect de leur libre-arbitre, de leur capacité à décider sur la base de faits vérifiables et vérifiés, sur la base d'arguments débattus.



La Gauche est fière de son bilan

# Démocratie régionale

**Le message adressé par les électrices et les électeurs bretons les 20 et 27 juin a été entendu : ils ont confirmé leur confiance à la majorité de Gauche sortante et c'est donc fort logiquement que Loïg Chesnais-Girard a été élu président du Conseil régional, lors de la session du 2 juillet.**

**M**ais, en s'abstenant fortement, ils ont adressé un autre message, reçu 5 sur 5 par l'exécutif régional. Ce fut l'objet de la session du 21 juillet au cours de laquelle Loïg Chesnais-Girard a proposé de construire un pacte de gouvernance avec les neuf groupes qui composent le Conseil régional.

Ce pacte se résume en quelques mots : clarté, respect, efficacité, ouverture et transparence.

La clarté, c'est d'abord l'application du vote qui a confirmé que les Bretonnes et les Bretons ont clairement choisi de faire confiance à la liste de Gauche conduite par Loïg Chesnais-Girard.



Nous avons entendu le message des électeurs

Tous les groupes qui composent l'Assemblée régionale méritent le respect et disposent des mêmes droits à intervenir, participer et enrichir les débats. Ce respect de tous les groupes se traduit par l'attribution de la présidence de la commission finances à un membre du groupe *Hissons Haut la Bretagne*.

Cette faculté à intervenir et à proposer doit toujours viser à l'efficacité, car c'est bien ce que les Bretonnes et les Bretons attendent de leurs élus.

L'efficacité passe aussi par l'ouverture de la Région vers les autres collectivités et les citoyens dans une démarche toujours collective.

Enfin, le retour de la confiance passe inéluctablement par la transparence

des débats et du fonctionnement de l'institution régionale.

Une fois ces principes posés, le président du Conseil régional a annoncé une série d'innovations démocratiques afin de renforcer encore la démocratie régionale.

**«Signe de confiance, j'ai annoncé que c'est avec le CESER que nous définirions notre futur indicateur de développement. Reconnaître le rôle des partenaires sociaux et des associations est aussi important que de défendre leur liberté.»**

**Signe de notre attachement à la démocratie sociale, je maintiendrai la conférence sociale qui a fait ses preuves lors de la crise Covid. Mais je souhaite aller plus loin et animer, à l'échelle de chaque bassin de vie, ce dialogue social si indispensable pour réussir les transitions et sans relâche débattre des conditions de travail et du progrès social.**

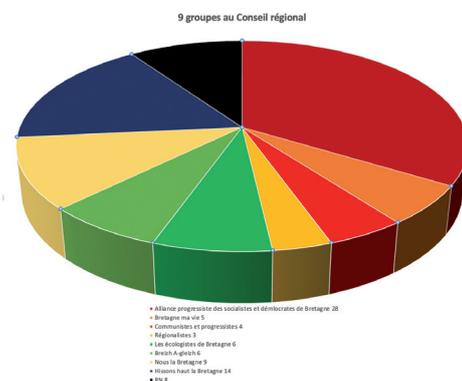
**Signe de l'importance que nous voulons donner à la science, nous créerons un Haut Conseil breton pour le climat qui réunira experts et scientifiques pour comprendre, anticiper, agir sur les effets du réchauffement climatique. Nous avons besoin de la science pour nous éclairer sur ce sujet, sortir de débats dépassés et avancer.**

**Dans les lycées, nous proposerons la création de budgets participatifs parce que l'avenir de notre démocratie dépend de la jeunesse bretonne.**

**Nous devons les intéresser et ne pas attendre qu'ils s'intéressent à nous. Et pour les intéresser, il faut commencer par les respecter, les écouter et partager les responsabilités. C'est aussi le sens de notre proposition que chaque lycée crée son propre média en lien avec les télés, radios et journaux régionaux. Nos établissements scolaires sont des espaces d'apprentissage et d'éducation populaire à la citoyenneté par l'essai, l'expérience, l'action.»**

La démocratie régionale suppose également la prise en compte des élus locaux. **«Ce réseau des élus a été décisif pendant la crise Covid pour prendre des décisions rapides et les mettre en œuvre»**, a rappelé Loïg Chesnais-Girard. **«Je pense à la création du fonds Covid**

**résistance ou plus récemment du Pass asso. Cet esprit de réseau doit rester. De même que l'esprit d'expérimentation. Osons nous-mêmes faire plus d'expérimentations sur le terrain, avec les partenariats nécessaires, avant de dérouler une politique publique à vocation régionale.»**



**«Voilà les bases du fonctionnement de la Région posées pour un mandat qui durera 80 mois pour servir la région et être utile aux Bretonnes et aux Bretons»**, s'est félicité Fanny Chappé qui préside le groupe de l'*Alliance progressiste des socialistes et démocrates de Bretagne*.

## Neuf groupes au Conseil régional

Suite aux élections des 20 et 27 juin, le Conseil régional de Bretagne est composé de neuf groupes. Quatre composent la majorité : l'*Alliance progressiste des socialistes et démocrates de Bretagne* (28 élu.es), *Bretagne ma vie* (5 élu.es) *Communistes et progressistes* (4 élu.es) et les *Régionalistes* (3 élu.es).

L'opposition se compose de cinq groupes. Le plus important est *Hissons haut la Bretagne*, de la liste menée par Isabelle Le Callennec.

Les *Écologistes de Bretagne* (6 élu.es) et *Autonomie, écologie, territoires* (6 élu.es) sont issus de la liste menée par Claire Desmares-Poirrier. Les neuf marcheurs se retrouvent dans le groupe *Nous la Bretagne* et le Rassemblement national ne compte pas plus de huit élu.es.

Pour cette session, Fanny Chappé, présidente de l'*Alliance progressiste des socialistes et démocrates de Bretagne* est intervenue au nom des quatre groupes formant la majorité, montrant ainsi l'unité de la majorité régionale.

# Agenda

**27, 28 et 29 août**  
Rendez-vous de rentrée  
à Blois.

**2 septembre**  
18h30 : Réunion  
fédérale de présentation  
des textes d'orientation  
au siège de la Fédération  
à Quimper.

**5 septembre**  
Barbecue de rentrée  
ouvert aux adhérents et  
sympathisants de  
l'agglomération  
brestoise. Inscription au  
02 98 44 55 43 ou  
ps-brest@wanadoo.fr  
Gratuit.

Retrouvez-nous sur  
Facebook  
**PS.Finistere**  
et Twitter  
**@fede\_PS29**

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1363 - Vendredi 27 août 2021  
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année  
Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)  
Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP

# Abstention : faire vivre la démocratie

Dorian Dreuil

**On parle de l'abstention une semaine avant les élections pour mobiliser les électeurs, le soir des scrutins, pour se désoler de son ampleur et ensuite on prépare la prochaine élection... Dans une note intitulée « La République de l'abstention », publiée par la Fondation Jean-Jaurès, Dorian Dreuil, revient sur ce phénomène déjà ancien et présente une palette de solutions, techniques et politiques, à même de stimuler la participation.**

**Cap Finistère : Le taux d'abstention record du mois de juin est-il l'effet de la crise sanitaire ou le résultat logique d'une évolution déjà ancienne ?**

**Dorian Dreuil :** Il s'agit d'un phénomène de défiance bien plus profond qui, comme l'ont montré les sociologues Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, remonte à la fin des années 70. Invoquer le sentiment d'insécurité sanitaire ou la fête des pères ne résiste pas aux comparaisons internationales qui montrent que d'autres pays, comme les États-Unis, Israël ou les Pays Bas ont également organisé des scrutins sans enregistrer de taux d'abstention aussi importants que chez nous.

**Cap Finistère : Peut-on dresser un portrait-robot de l'abstentionnisme ?**

**Dorian Dreuil :** C'est assez difficile de répondre à cette question, car il existe des abstentionnistes plus qu'une abstention. Certains ne votent pas par méfiance envers le système et d'autres par désenchantement. L'abstention touche toutes les élections et tous les électors, y compris celui d'Extrême-droite. On constate cependant que les jeunes de moins de 30 ans ont formé, cette année, les gros bataillons des abstentionnistes. Or, cette génération n'est pas dépolitisée puisqu'elle sait se mobiliser pour des causes, notamment environnementales. Mais elle ne voit pas l'impact que pourraient avoir ses votes sur les causes qui lui tiennent à cœur.

**Cap Finistère : Justement, vous préconisez, entre autres, l'abaissement du droit de vote à 16 ans ?**

**Dorian Dreuil :** Toutes les enquêtes réalisées dans les pays qui ont abaissé l'âge du droit de vote et les études de sciences électorales montrent que, plus on prend l'habitude de voter tôt, plus on vote durablement. Les jeunes de 16 ans peuvent déjà créer une association, travailler et payer des impôts, on peut être parent, on peut s'émanciper... À 16 ans, on peut donc disposer de nombreux droits, sauf celui de voter. En s'inspirant de ce que font nos voisins,

je crois qu'il faut aussi envisager de recourir au vote par correspondance, par voie postale ou par internet, ou d'organiser le scrutin sur tout un week-end. À partir du moment où les candidats sont astreints au silence dès le vendredi à minuit, rien n'interdit de faire débiter le vote dès le samedi.

La question des mal inscrits doit également être traitée. En effet, on évalue à 6 ou 7 millions le nombre d'électeurs potentiels qui, pour différentes raisons, sont inscrits dans une autre commune que celle où ils vivent. Or, il est assez compliqué d'effectuer un changement d'adresse. Il y a là un enjeu démocratique sur lequel je souhaite travailler dans les mois qui viennent avec un collectif de citoyens engagés.

**Cap Finistère : Vous n'évoquez pas le vote obligatoire.**

**Dorian Dreuil :** Je pense qu'en faisant appel à des mesures coercitives, on ne répond pas à la question posée. La fracture est trop profonde et le vote obligatoire ne ramènera pas la confiance. Le droit de vote est une liberté que nous devons préserver. En revanche, il me semble important de donner plus d'importance au vote blanc. Il doit être distingué du vote nul et, au-delà d'un certain seuil à définir, il devrait avoir un impact sur le résultat du vote.

**Cap Finistère : Enregistrerons-nous un taux d'abstention record à la prochaine Présidentielle ?**

**Dorian Dreuil :** La Présidentielle reste tout de même la principale élection de nos institutions. En revanche, l'enjeu, pour le ou la prochaine président.e sera bien de construire une majorité parlementaire représentative de la pluralité des opinions. Sinon, nous risquons de connaître aux Législatives des taux d'abstention très élevés.

Je ne pense pas qu'il existe une solution miracle mais toute une série de mesures. C'est d'autant plus difficile qu'il faut appuyer sur tous les boutons en même temps : à la fois les enjeux immédiats de la modernisation du scrutin, mais aussi le temps long. On a bien vu ces quatre dernières années, à travers des mouvements sociaux et des mouvements citoyens qu'il y a une envie de politique. Or, paradoxalement, cette envie ne se traduit pas par le vote. Or, je crois qu'on peut en partie résoudre ce paradoxe en redonnant aux citoyens une place dans les institutions, pas seulement en votant tous les cinq ans, mais aussi entre deux scrutins.



Credit-photo : Manon Thore